

La fabrication de chocolat



Conjoncture et prévisions



Étude annuelle 2018 : tendances et concurrence



Performances financières des entreprises

Principaux contributeurs

**Alexandre Proux, Matteo Neri
et Gabriel Giraud**

Directeur de la publication

Laurent Faibis

Date de publication

Mai 2018

Prochaine mise à jour

3^e trimestre 2019

Code étude

9IAA09

Site

www.xerfi.com

e-mail

etudes@xerfi.fr

Adresse

13-15 rue de Calais 75009 Paris

Téléphone

01 53 21 81 51

Fax

01 42 81 42 14

■ Impact des déterminants sur le chiffre d'affaires des fabricants de chocolat

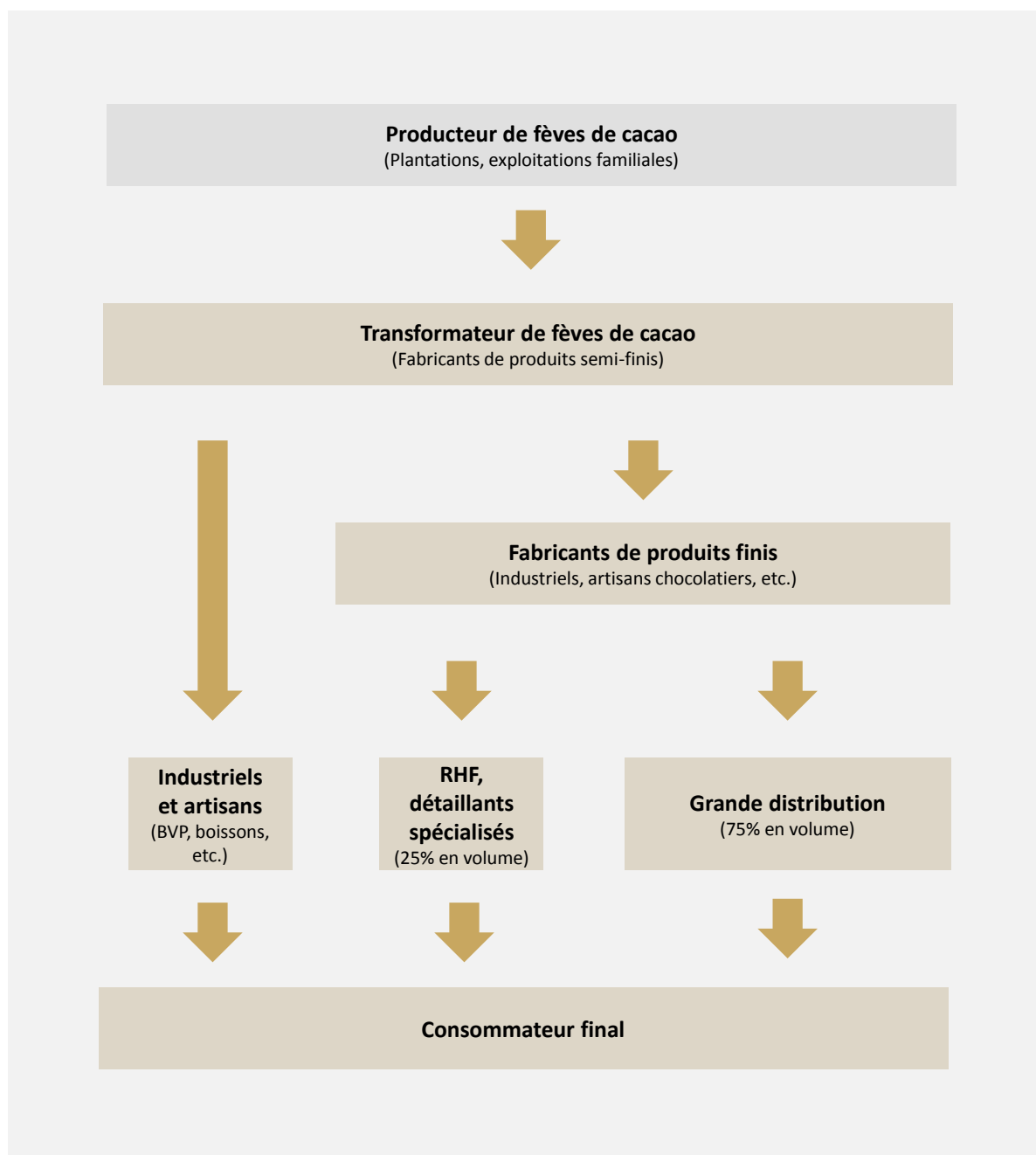
Principaux déterminants	2016	2017	2018	2019 (p)
La consommation des ménages en chocolat (vol.)	+	+	+	=
La demande en provenance de l'industrie	-	+	+	+
La demande en provenance de la RHF et des pâtisseries	+	+	+	+
La concurrence étrangère en France	--	--	-	-
Les rapports de forces avec les clients	++	--	--	+
La compétitivité des fabricants français à l'international	+	+	--	-
L'évolution de l'offre des fabricants	+	+	+	+
L'évolution des capacités de production	+	+	+	+

Source, estimations et prévisions : Xerfi

Méthodologie : les signes « + », « - » et « = » traduisent l'effet positif, négatif ou neutre de chaque déterminant sur le chiffre d'affaires du secteur. Le nombre de signes « + » ou « - » qualifie quant à lui le niveau de contribution de chaque déterminant à l'évolution de l'activité. Pour plus de détails sur les définitions des déterminants, vous pouvez vous reporter à l'étude annuelle 2018.

Les fabricants du secteur s'approvisionnent auprès des transformateurs, qui assurent le traitement et le broyage des fèves de cacao, principale matière première du chocolat. Les groupes d'envergure mondiale, à l'image de Barry Callebaut, de Nestlé ou encore de Ferrero, sont présents de l'amont à l'aval de la filière. Ils disposent en effet d'usines de transformation, ce qui leur permet de sécuriser leurs approvisionnements en intrants de production.

■ Schéma simplifié de la filière chocolatière



Source : Xerfi |

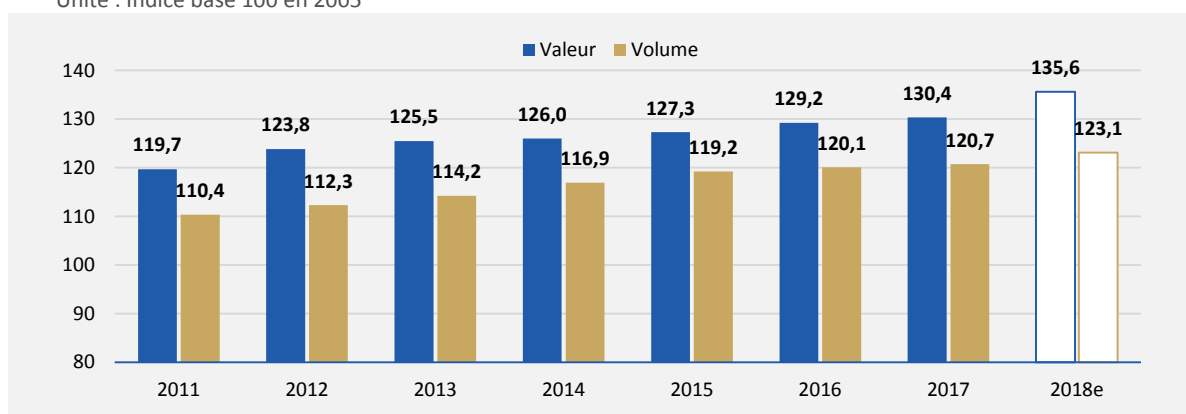
1.4. L'ENVIRONNEMENT SECTORIEL

La consommation des ménages en produits de chocolaterie

La consommation des ménages en produits de chocolaterie et confiserie en France a progressé 2% en volume et 4% en valeur en 2018 d'après les estimations de Xerfi. Si depuis quelques années, le marché semble progressivement arriver à maturité, le dernier exercice a été marqué par de nombreux lancements qui ont stimulé la demande, notamment sur le segment des pâtes à tartiner (Mars, Mondelez). L'extension de l'offre et la montée en gamme ont ainsi largement contribué à la croissance des ventes en 2018.

■ Consommation des ménages en cacao, chocolat et produits de confiserie (*)

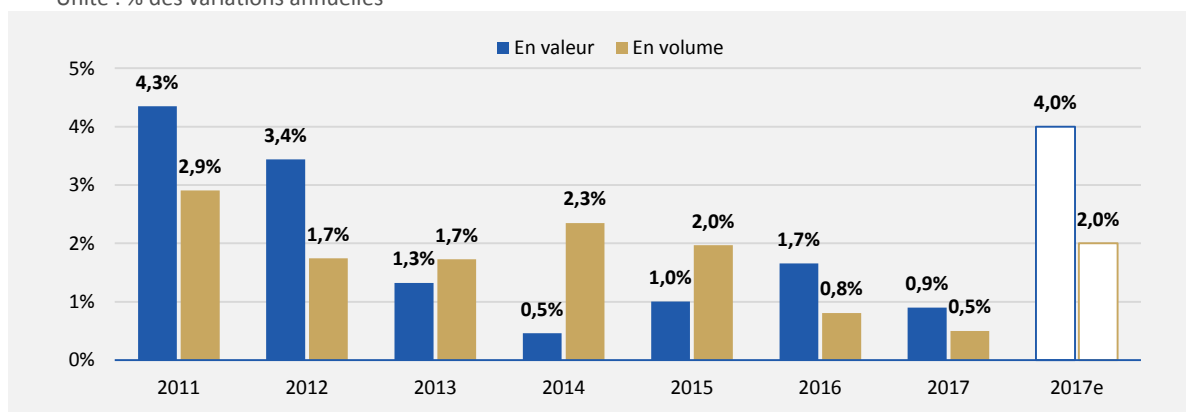
Unité : Indice base 100 en 2005



(*) Ventes directes tous circuits confondus / Traitement et estimations Xerfi / Source : INSEE

■ Consommation des ménages en cacao, chocolat et produits de confiserie (*)

Unité : % des variations annuelles



(*) Ventes directes tous circuits confondus / Traitement et estimations Xerfi / Source : INSEE

■ Consommation des ménages en cacao, chocolat et produits de confiserie (*)

Unités : Indice base 100 en 2005, % des variations annuelles

	2013	2014	2015	2016	2017	2018(e)
Valeur	125,4	126,5	127,3	129,2	130,4	135,6
Variation	1,3%	0,5%	1,0%	1,5%	0,9%	4,0%
Volume	114,2	116,9	119,2	120,1	120,7	123,1
Variation	1,7%	2,4%	2,0%	0,8%	0,5%	2,0%

(*) Ventes directes tous circuits confondus / Traitement et estimations Xerfi / Source : INSEE

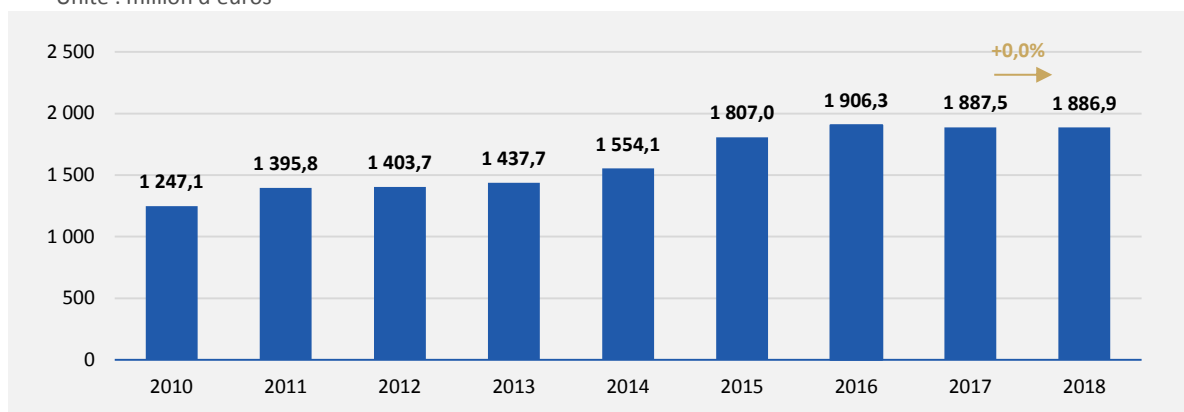
1.4. L'ENVIRONNEMENT SECTORIEL

Les importations françaises de chocolat

Les fabricants de chocolat implantés en France sont confrontés à une vive concurrence étrangère. En 2018, les importations de chocolat représentaient près de 1,9 Md€, soit une part significative du marché domestique. Sur le dernier exercice, les importations françaises sont restées stables en valeur, elles ont toutefois progressé de 6% en volume, signe d'une concurrence accrue des marques étrangères sur le marché domestique.

■ Importations françaises de chocolat (*)

Unité : million d'euros



(*) Hors beurre de cacao et Pâtes de cacao / Traitement Xerfi / Source : Intracen

■ Évolution des importations de chocolat par pays et par zone géographique

Unités : million d'euros, % des variations par période en valeur

	Montant en 2017	Croissance (2016-2017)	Tendance sur moyenne période (2010-2017)	
Belgique	507,58	-4,5%	↗	51,3%
Allemagne	463,24	-1,8%	↗	15,4%
Italie	269,27	5,5%	↗	44,8%
Pays-Bas	169,31	-2,1%	↗	155,1%
Espagne	98,61	6,3%	↗	88,7%
Côte d'Ivoire	93,27	7,4%	↗	51,6%
Suisse	88,69	-2,2%	↗	100,6%
Pologne	63,08	24,5%	↗	68,5%
Royaume-Uni	36,29	0,2%	↗	330,7%
Suède	25,47	15,1%	↘	-23,5%
France	11,74	5,3%	↗	82,3%
Autriche	10,09	-35,8%	↗	52,6%
Autres pays	50,26	43,2%	↗	185,7%
Total	1 886,91	0,0%	↗	51,3%

(*) Hors beurre de cacao et Pâtes de cacao / Traitement Xerfi / Source : Intracen

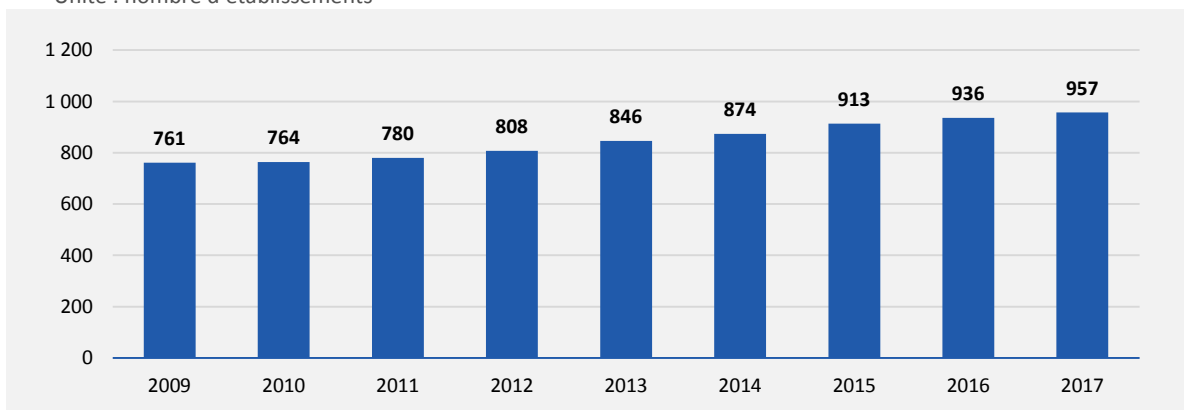
3.2. L'ÉVOLUTION DU TISSU ÉCONOMIQUE

Les établissements et les effectifs salariés

La population d'établissements d'au moins un salarié spécialisés dans la fabrication de produits à base de chocolat et de confiserie a progressé chaque année depuis 2009 pour atteindre 957 structures en 2017. Le dynamisme du tissu industriel s'explique par un marché domestique bien orienté et la hausse de la demande internationale sur moyenne période. Les effectifs salariés du secteur ont également progressé sur la période pour atteindre près de 19 500 personnes en 2017.

■ Population d'établissements du secteur

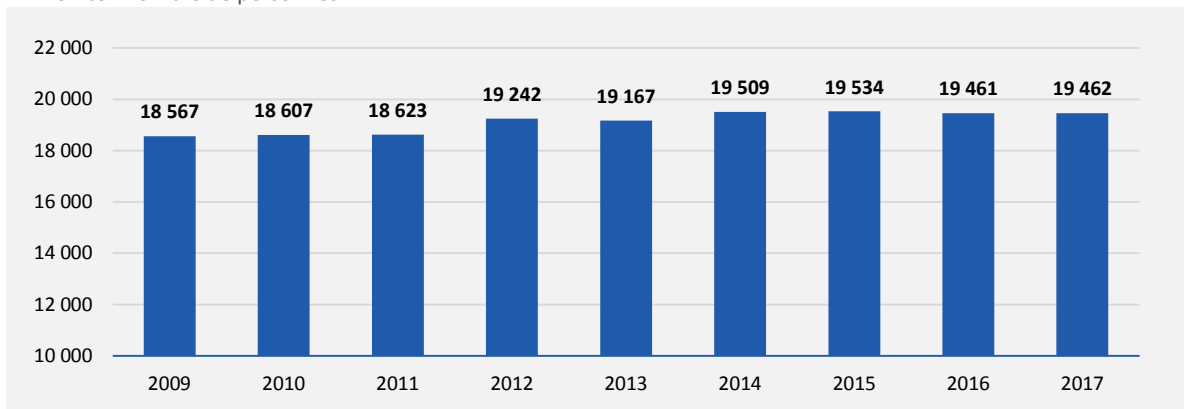
Unité : nombre d'établissements



Traitement Xerfi / Source : ACOSS

■ Effectifs salariés du secteur

Unité : nombre de personnes



Traitement Xerfi / Source : ACOSS

■ Établissements et effectifs salariés du secteur

Unités : nombre d'établissements et de salariés, % des variations annuelles

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Établissements	808	846	874	913	936	957
Variation	1,0%	1,9%	1,6%	2,9%	1,6%	2,1%
Effectifs salariés	19 242	19 167	19 509	19 534	19 461	19 462
Variation	0,6%	0,0%	0,4%	1,6%	0,4%	1,8%

Traitement Xerfi / Source : ACOSS

Méthodologie : les statistiques publiées par l'ACOSS concernent les établissements d'au moins un salarié.